



Built to Lead

Pour publication immédiate : 8/9/2016

GOVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**GOVERNEUR CUOMO DÉCRÈTE DES PROTECTIONS POUR LES SALARIÉS
LES PLUS COMPLÈTES DU PAYS CONTRE LES FRAIS CACHÉS DES CARTES
DE PAIE**

Les nouvelles réglementations émises par le Département d'État du travail sur les cartes de paie supprimeront les frais cachés coûteux, interdiront aux employeurs de recevoir des pots-de-vin, rendront obligatoire l'accès local aux ATM avec des frais minimales

Les défenseurs des salariés saluent les nouvelles réglementations à l'échelle de l'État

Gouverneur Andrew M. Cuomo a décrété aujourd'hui les protections les plus complètes du pays pour les cartes de paie des salariés à faible revenu. Ceci permet à des milliers de salariés à l'échelle de l'État de perdre des centaines de dollars par an lorsqu'ils récupèrent leur salaire durement gagné. Les nouvelles réglementations exigeront des sociétés de cartes de paie qu'elles fournissent l'accès à au moins un ATM avec des frais minimales près du lieu où les employés vivent ou travaillent, elles empêcheront les émetteurs de cartes de recevoir des pots-de-vin ou des rémunérations financières pour la remise des salaires par le biais des cartes de paie et elles supprimeront une multitude de frais, y compris ceux pour la tenue, le découvert ou l'inactivité du compte.

« Ces nouvelles normes sévères protègent certains de nos New-Yorkais les plus vulnérables contre les pratiques de prédateurs qui cherchent à leur refuser un salaire quotidien équitable et à la hauteur de leur travail, » **a déclaré Gouverneur Cuomo.** « En supprimant les frais cachés coûteux et en éliminant les barrières pour accéder à l'argent que les salariés ont mérité, ces réglementations majeures pour la nation se fondent sur les efforts de cette administration pour éviter l'exploitation des salariés et pour aider à garantir que tous les employés sont traités avec équité, décence et respect. »

« Une des principales priorités de l'administration est de protéger les salariés contre les abus et l'exploitation, » **a déclaré Roberta Reardon, haute fonctionnaire au Département du travail (Department of Labor).** « Les réglementations adoptées aujourd'hui assurent un processus transparent et protègent les salariés contre le fait de voir leur chèque d'une paie durement gagnée rogné par des frais cachés. »

Une estimation de 13 000 entreprises de l'État de New York rémunèrent près de 200 000 salariés par le biais de cartes de crédit qui représentent souvent des frais cachés pour l'accès aux espèces ou pour la vérification des soldes. Un grand nombre des salariés payés avec ces cartes ne sont pas en possession d'un compte bancaire, ce qui les oblige à utiliser les ATM qui impliquent des frais supplémentaires en plus de

ceux déjà imposés par l'émetteur de la carte.

En mai dernier, Gouverneur Cuomo a annoncé que le département d'État du travail avait publié un projet de réglementations pour combattre les pratiques de ces prédateurs et garantir aux salariés de l'État de New York l'accès à leur salaire dans son intégralité. Ces réglementations incluent les mesures suivantes et sont adoptées aujourd'hui :

- Exige que les employés aient accès à au moins un ATM avec des frais minimales près du lieu où ils vivent ou travaillent. Les employeurs qui utilisent les cartes de paie donnant accès au salaire sont tenus pour responsables de la garantie de l'accès ;
- Rend obligatoires les retraits gratuits illimités à partir d'un ATM sans frais ;
- Empêche les employeurs de percevoir des frais associés au compte d'une carte de débit de la paie d'un employé et interdit aux employeurs de recevoir un pot-de-vin ou une autre rémunération financière de la part de l'émetteur, du commanditaire de la carte ou de tout autre tiers pour la remise de salaires par le biais de la carte de paie ; et
- Va plus loin que tout autre état de la nation en supprimant les frais, y compris ceux du service client, de la mise en service ou du maintien, du découvert, de l'inactivité, des demandes de solde et de la fermeture du compte, entre autres.

Les entreprises utilisant les cartes de paie continueront de pouvoir économiser sur les coûts d'impression et de distribution des chèques de paie et de remplacement des chèques perdus ou volés au titre de ces réglementations.

Les nouvelles réglementations régissent toutes les méthodes de paiement des salaires : espèces, chèque de paie, dépôt direct ou carte de paie. Les nouvelles réglementations sur les paies protègent les salariés qui reçoivent des chèques de paie en codifiant l'exigence existante selon laquelle les employeurs fournissent aux employés une méthode locale gratuite d'encaisser leur chèque.

Eric Schneiderman, Procureur général, a déclaré : « Pendant trop longtemps, les New-Yorkais qui travaillent dur ont vu leurs salaires rognés par des frais injustes lorsque leurs employeurs choisissaient de les payer par des cartes de paie. Mon bureau a publié un rapport en 2013 constatant qu'environ 75 % des salariés rémunérés par des cartes de paie subissaient des frais quelconques et que souvent, les salariés n'étaient pas correctement informés de la façon d'éviter les frais. Mon bureau a présenté un projet de loi pour résoudre ces problèmes et je félicite Gouverneur Cuomo d'avoir décrété des réglementations efficaces qui protégeront les salariés et engageront le type de réformes qui doivent être menées. »

Stuart Appelbaum, Président de RWDSU (Retail, Wholesale & Department Store Union), a déclaré : « Lorsque les méthodes de paiement des paies prennent effectivement de l'argent aux salariés par le biais des frais, nous voyons à quel point tout le système est basé sur diverses formes de vol du salaire. Pendant des années maintenant, les banques et les employés se sont entendus sur les accords concernant les cartes de paie et les barèmes des frais responsables de la réduction des rémunérations des salariés par le biais de frais élevés et cachés. Nous félicitons le

Gouverneur pour ces nouvelles règles rigoureuses qui garantissent que les salariés ont un accès juste et direct à leur salaire. »

Deyanira Del Rio, codirectrice exécutive à New Economy Project, a déclaré :

« Pendant beaucoup trop longtemps, les cartes de paie ont permis aux grands employeurs d'imputer des coûts inéquitables aux salariés à faible revenu. Il n'est pas surprenant de constater que les grandes banques émettent et tirent profit des cartes de paie qui réduisent les rémunérations des salariés - une autre façon pour Wall Street d'exploiter et d'extraire des richesses des personnes et des communautés à faible revenu. Nous félicitons l'administration d'avoir adopté la loi la plus rigoureuse de la nation pour contrôler les abus des cartes de paie et pour protéger les salariés contre la coercition et les frais inéquitables. »

Marshall Bertram, coordinateur du Worker Center, Conseil de l'Ouest de New York pour la sécurité et la santé au travail (Western New York Council on Occupational Safety and Health), a déclaré :

« Le Conseil de WNY pour la sécurité et la santé au travail, le Worker Center de WNY ainsi que ses alliés et ses défenseurs accueillent les lois tant attendues du Département du travail concernant les cartes de débit des paies. Pendant beaucoup trop longtemps, les employeurs ont utilisé ces cartes pour imputer des frais sur la paie aux salariés, pour drainer l'argent des salaires durement gagnés et pour entraîner nos salariés les plus vulnérables dans des situations financières précaires. Les salariés ne devraient pas être obligés de payer des frais pour obtenir leur salaire, ils ne devraient pas être contraints d'utiliser ces cartes et ils ne devraient pas avoir à payer pour des états financiers selon ces dispositions financières abusives. Nous félicitons Gouverneur Cuomo et le Département du travail d'avoir adopté ces réglementations en dépit de la pression extrême du lobby des cartes de crédit qui tire profit de celles-ci. Ces réglementations iront loin pour combattre le paradigme des employeurs et les bénéfices excessifs du secteur financier aux dépens de la classe ouvrière, particulièrement ici à Buffalo où presque un tiers des habitants vit pauvrement et où chaque centime compte. »

Tous les employeurs de l'État de New York doivent donner aux employés un bulletin de salaire ou un talon de paiement chaque jour de paie. Ils doivent aussi tenir des registres portant sur la durée de travail de chaque employé, sur le ou les taux de la paie, sur la façon dont chaque employé est rémunéré, sur les retenues détaillées et sur les crédits réclamés par l'employeur (c.-à-d., les déductions pour les pourboires, les repas et l'hébergement).

Pour des questions à propos des salaires ou de tout autre problème sur les normes de travail ou pour déposer une réclamation, consultez :

https://labor.ny.gov/workerprotection/laborstandards/lc_contactus.shtm.

###